



# LES JOURNÉES POLITIQUE DE LA VILLE EN ÎLE-DE-FRANCE



Accélérateur de cohésion territoriale



PAR LES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE FRANCILIENS  
MARS 2022

## À L'HEURE DU PLAN DE RELANCE, UNE RÉFLEXION AUTOUR DES ENJEUX ACTUELS

### HABITAT, EMPLOI ET ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, SANTÉ, ÉDUCATION : LA MOBILISATION DES ACTEURS FACE AUX EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE

En mai 2021, les CRPV franciliens et la préfecture d'Île-de-France ont organisé deux temps de rencontre en distanciel destinés aux acteur.trice.s de la politique de la ville de la région.

#### > LE 6 MAI, PLUS DE 800 PERSONNES ONT PARTICIPÉ À UN PREMIER TEMPS DE RENCONTRE AUQUEL ONT CONTRIBUÉ :

- > Thomas Kirszbaum, sociologue, qui s'est exprimé sur « La politique de la ville à l'aune de la gestion de crise »,
- > des professionnel-le-s de terrain qui ont témoigné des coopérations déployées durant la crise (le Programme de réussite éducative de Villiers-le-Bel, Paris Habitat, le Club de prévention spécialisée Oser),
- > des représentant-e-s institutionnel-le-s qui ont partagé leurs attentes et leurs perspectives (Pôle Emploi Île-de-France, ARS d'Île-de-France et Coordination régionale des cités éducatives).

#### > LE 11 MAI 2021, PLUS DE 800 PERSONNES ONT PARTICIPÉ À UNE RENCONTRE.

Cette rencontre a été rythmée par :

- > un échange avec la présidente du Conseil national des villes à propos des préconisations formulées par cette instance dans son rapport « Panser le présent, penser le futur »,
- > la présentation d'un rapport établi par des étudiant-e-s de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye sur l'enjeu de résilience des quartiers populaires face à la crise,
- > l'animation d'ateliers thématiques prospectifs sur les thèmes suivants :
  - l'habitat,
  - l'emploi et l'activité économique,
  - la santé,
  - l'éducation.

Cliquez ici pour retrouver les podcasts des interventions !



# L'ESSENTIEL DE CE QU'IL FAUT RETENIR DES ATELIERS THÉMATIQUES PROSPECTIFS

CES ATELIERS AVAIENT POUR OBJECTIF DE PARTAGER LES EXPÉRIENCES DE LA CRISE SANITAIRE, D'EN TIRER DES ENSEIGNEMENTS ET DE COMMENCER À PENSER L'AVENIR AUTOUR DES QUATRE THÉMATIQUES ABORDÉES.

## ATELIERS « HABITAT ET CADRE DE VIE »

### • DES LIEUX DE VIE ET DES LOGEMENTS STRUCTURELLEMENT DÉSAVANTAGÉS

Dans les QPV, les logements et l'environnement n'étaient pas adaptés pour affronter la crise sanitaire.

Les enjeux de santé sont entrecroisés avec les questions d'habitat et de cadre de vie (insalubrité, sur-occupation...). Il est nécessaire de les penser conjointement.

La crise économique est susceptible d'amplifier des difficultés déjà existantes dans la vie des quartiers (trafics, tensions interpersonnelles et entre bandes, accès aux mobilités...).

### • LE NUMÉRIQUE : LEVIER, LIMITES, INTERROGATIONS

Les outils numériques apportent une plus grande facilité pour se retrouver entre partenaires (visioconférences) et permettent de gagner un temps qui peut être mis à profit sur le terrain, auprès des habitant-e-s.

Il s'avère toutefois compliqué de créer ou maintenir des liens avec ces

outils, notamment du fait d'inégalités d'équipement et de maîtrise entre les professionnel-le-s.

Jusqu'où est-il possible – voire souhaitable – que le numérique soit un moyen d'échanges, de communication, de concertation avec les habitant-e-s ?

### • L'IMPORTANCE DE LA PROXIMITÉ ET DE LA COOPÉRATION

Les acteur-ric-e-s de proximité jouent un rôle essentiel pour écouter, partager l'information, initier ou encourager les solidarités (prévention spécialisée, associations, gardiens d'immeubles, médiateur-ric-e-s...), mais aussi pour les soutenir les « petits commerces » (facteurs de liens, de relais et d'approvisionnements).

De nombreuses initiatives citoyennes témoignent de l'engagement des habitant-e-s et de leurs capacités d'entraide.

Il apparaît nécessaire de continuer à développer le travail en réseau et les coopérations entre acteur-ric-e-s (interconnaissance, échanges d'informations, communication en premier lieu), d'assurer une présence sur le terrain (gardiens d'immeuble...), et donc de renforcer l'animation territoriale.

## ATELIERS « EMPLOI ET ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE »

### • DES FRAGILITÉS AMPLIFIÉES ET DES INCERTITUDES

Malgré les nombreuses initiatives des acteur-ric-e-s de terrain, les relations avec les publics, notamment les plus fragiles (dont les jeunes) se sont délitées. La fermeture de certains services publics a créé de la désintégration sociale et reporté des suivis de situations.

Qu'ils et elles soient diplômé-e-s ou non, les jeunes des quartiers sont inquiet-e-s pour leurs perspectives d'avenir, alors même que certain-e-s ont joué un rôle important en termes de solidarité au plus fort de la crise sanitaire.

Les confinements ont eu pour conséquence de développer la digitalisation des commerces, et les outils numériques ont permis de maintenir le lien avec les bénéficiaires les plus autonomes. Pour autant, la fracture numérique s'est intensifiée. Or pour agir auprès des plus fragiles, avec lesquel-le-s la communication orale, voire non verbale est essentielle

### • LA NÉCESSITÉ D'AGIR DE MANIÈRE GLOBALE AU CŒUR DES QUARTIERS

Plus que jamais, il est indispensable d'aller vers en étant présent dans les quartiers (structures de proximité, permanences, en pieds d'immeuble est dans les lieux de passage), là où sont les publics, notamment les jeunes, ainsi que sur les réseaux sociaux. Mais un équilibre reste à trouver entre aller

vers, accueil des bénéficiaires et présence dans les quartiers.

Il convient de développer des approches globales des situations et ce, en mobilisant potentiellement différents acteurs/métiers/cultures professionnelles afin de pouvoir répondre à des problématiques complexes. Travailler les sujets de l'emploi et du développement de l'activité, c'est aussi agir, souvent conjointement, sur l'accès aux droits, la santé, la prévention, la maîtrise de la langue... Le cloisonnement social/emploi/citoyenneté ne fonctionne pas !

### • DES COOPÉRATIONS À INITIER, DÉVELOPPER ET STRUCTURER

Aussi, il apparaît nécessaire...

...d'animer des écosystèmes d'acteurs multiples et changeants, de nature à répondre aux besoins d'interconnaissance et de partage de l'information, ... de formaliser des stratégies, des coopérations et des gouvernances locales en s'appuyant sur les dispositifs et programmes en cours de développement (PRIJ, Cités de l'emploi...) et en prévenant les effets de concurrence entre acteurs,

... de mobiliser les entreprises des territoires, de mieux cerner leurs besoins autour des métiers en tension et de contribuer à l'émergence d'une activité économique endogène (digitalisation des commerces, commerces éthiques, durables et économiquement accessibles, agriculture urbaine...).

## ATELIERS « SANTÉ »

### • L'IMPORTANCE DE LA MOBILISATION DE RÉSEAUX, AU-DELÀ DES ACTEURS DU SOIN

Pour faire face aux difficultés d'identification/repérage des personnes vulnérables, les acteur-ric-e-s déploient des solutions d'aller-vers ou pensent des modes d'accueil alternatifs.

Il faut maintenir la présence de nombreux-ses acteur-ric-e-s associatif-ve-s intervenant sur le terrain malgré les restrictions sanitaires : porte-à-porte, téléphone, réseaux sociaux, etc.

Pour développer des solutions adaptées à chaque territoire et à chaque type de public, il est important...

... de maintenir les espaces de coopération inter-institutionnels qui ont émergé durant la crise,

... de continuer à soutenir les coopérations inter-associatives.

La mobilisation et la coordination des réseaux locaux, au-delà des traditionnels « acteur-ric-e-s santé », ont été des étapes fondamentales pour maintenir et adapter les interventions : des têtes de réseaux au sein des collectivités qui communiquent en direction des habitant.e.s pour faciliter leur compréhension des nouveaux modes de fonctionnement des structures de proximité et des financeurs fluidifient les questions administratives pour accélérer les délais de déploiement des actions sur le terrain.

### • RÉTABLIR LE CONTACT ET RÉACTIVER LES PARCOURS VERS LE SOIN ET L'ACCÈS AUX DROITS

Des acteur-ric-e-s ont été confronté-e-s à de nombreuses ruptures de parcours de soins et autres pertes de droits. Or on sait combien ces situations peuvent être durables et entraîner des conséquences extrêmes en matière de santé physique et mentale des populations les plus vulnérables.

Les solutions numériques ne s'avèrent pas adaptées à tous les types de publics et peuvent, si elles ne sont pas accompagnées, amplifier les inégalités en matière d'accès au soin et aux droits (consultation, droit au séjour, prestations sociales, etc.).

### • SENSIBILISER AUX ENJEUX DE LA SANTÉ GLOBALE

Pour rompre l'isolement et limiter les effets de la crise et de sa gestion sur la santé mentale des individus, il est important de créer des espaces de dialogue destinés aux habitant-e-s et aux professionnel-le-s.

Des personnes non identifiées comme des acteur-ric-e-s « santé » doivent être sensibilisées à la dimension transversale de la santé globale. Beaucoup ont suivi des formations, notamment à la médiation en santé, et/ou se sont « auto-formées ». Et beaucoup ont réalisé à quel point les questions financières, d'habitat, etc. impactent la santé globale des habitant-e-s les plus vulnérables.

## ATELIERS « ÉDUCATION »

### • DES FRAGILITÉS AMPLIFIÉES ET DES INCERTITUDES

La « fracture numérique » ne concerne pas que les usagers. S'il est rapidement apparu que l'équipement des familles en matériel informatique ne pouvait suffire à assurer la continuité pédagogique, le problème s'est aussi posé pour les enseignant-e-s, acteur-ric-e-s du champ socio-éducatif... Malgré la mise à disposition d'ordinateurs, d'outils numériques et autres palliatifs au présentiel, ces professionnel-le-s ont souvent rencontré des difficultés pour adapter leurs contenus pédagogiques et socio-éducatifs au format distanciel. Malgré l'investissement fort de certain-e-s acteur-ric-e-s dans les espaces numériques (classes en ligne, visioconférences, réseaux sociaux) ceux-ci ont été décrits par les participant-e-s comme des solutions de « dépannage qui ne peuvent remplacer la relation humaine lorsqu'il s'agit d'enseigner, d'accompagner, d'écouter... ». Et si le numérique a représenté un moyen non négligeable de maintenir le lien avec les usagers, il a fait émerger des besoins importants d'accompagnement aux usages, autant pour les jeunes/familles que pour nombre de professionnel-le-s.

### • PARTENARIAT ET TRAVAIL EN RÉSEAU : UNE NÉCESSITÉ D'EXPÉRIMENTER INDUITE PAR LA CRISE

Le travail dans l'urgence a eu le mérite de renforcer l'interconnaissance et les relations entre acteur-ric-e-s d'un même territoire. Le rapport du CNOE (comité national d'orientation et d'évaluation des cités éducatives) paru au printemps 2020, a ainsi relevé que les territoires labellisés « cités éducatives » (démarches de renforcement des alliances éducatives sur un territoire donné) avaient bénéficié d'une mobilisation très réactive des professionnel-le-s face aux enjeux éducatifs locaux.

### LE REGARD DES ACTEUR-RICE-S DE TERRAIN SUR LES INSTITUTIONS

À l'aune de ce qui s'est passé en 2020, les acteur-ric-e-s du champ socio-éducatif témoignent d'un partenariat dont la qualité apparaît en demi-teinte avec les institutions.

La démultiplication des appels à projets (quartiers d'été puis d'automne, opération quartiers solidaires, dispositifs spécifiques dans les territoires, etc.), souvent déployés dans des délais très contraints, a été assez mal vécue. Cette temporalité a pu limiter les prises d'initiatives dans certains cas et renforcer l'incertitude dans d'autres, par exemple lorsque les professionnel-le-s devaient lancer des actions sans avoir l'assurance d'être soutenu-e-s financièrement.

Pour autant, l'engagement des institutions pour accélérer l'instruction des demandes de subvention et pour faciliter la mise en relation entre les acteur-ric-e-s à l'échelle des quartiers (favorisant ainsi les logiques de partenariat et de mise en réseaux locaux) a été reconnu, et salué.

### RELATIONS INTER-ASSOCIATIVES ET PARTENARIATS « DE TERRAIN »

De nombreux projets ont émergé des coopérations entre associations locales, et ces initiatives ont été d'autant plus importantes que les confinements successifs ont montré combien il était précieux de pouvoir compter sur la mobilisation des structures de proximité. Ce sont elles qui connaissent le mieux les habitant-e-s et les problématiques auxquelles ils et elles sont confronté-e-s ; c'est vers elles, aussi que se tournent les habitant-e-s qui rencontrent des difficultés (du reste, certain-e-s professionnel-le-s et bénévoles d'associations ont reconnu

## ATELIERS « ÉDUCATION »

n'avoir pas toujours pu respecter strictement les règles de confinement, leur priorité étant de maintenir une continuité dans l'accompagnement des plus vulnérables). **“De toute façon, on nous téléphonait, on venait toquer à notre porte, donc il fallait être présent sur le terrain”.**

La qualité des partenariats entre associations locales a également permis de mettre en évidence l'enjeu crucial que représente la connaissance d'un territoire et de ce qu'il s'y fait. Non seulement cette connaissance permet la réactivité et la pertinence des réponses apportées, mais elle limite les effets de concurrence pour favoriser au contraire les convergences, voire la mutualisation de moyens.

### RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Collaborations avec les parents, co-éducation, logiques *d'aller vers...* Très nombreux furent les professionnel-le-s qui, tout en témoignant des difficultés extrêmes et inédites liées aux périodes de confinement / déconfinement, ont fait part d'une impression de « retour au cœur de métier ». Téléphoner, demander « comment ça va », faciliter l'accès à des besoins de première nécessité... Toutes ces actions de soutien direct, souvent libérées des lourdeurs administratives traditionnelles puisqu'il fallait intervenir dans l'urgence, ont accru le sentiment d'utilité des professionnel-le-s et renforcé la légitimité des acteur-ric-e-s en proximité. Des référent-e-s de parcours de la Réussite éducative, notamment, ont constaté qu'en s'affranchissant des cadres administratifs qui entravent parfois la relation, l'adhésion au dispositif a été facilitée, les familles percevant mieux la plus-value de l'accompagnement.

**Cette crise a réactualisé le besoin de « capitaliser sur la confiance acquise avec les familles », pour améliorer la qualité de la relation d'accompagnement et répondre toujours mieux aux besoins des usagers.**

#### • EFFETS DE LA CRISE À COURT ET MOYEN TERMES : LES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES

#### LES SOUHAITS DES PROFESSIONNEL-LE-S SOCIO-ÉDUCATIF-VE-S POUR L'AVENIR

- > Poursuivre le travail en réseau et formaliser les circuits de communication entre acteur-ric-e-s.
- > Maintenir, voire renforcer le lien entre structures de proximité et Éducation nationale.
- > Progresser, encore, vers plus de coopération et de pluridisciplinarité dans l'éducation.
- > Améliorer la cohérence entre les orientations portées par les différentes institutions (priorités, consignes, communication).
- > Disposer de modalités de soutien durables de la part des institutions, de façon à faciliter la réactivité sur le terrain et à pouvoir se projeter plus loin, dans un cadre plus sécurisé.

Une question importante se pose : comment assurer la prise en compte de besoins qui vont évoluer sans trop hâter la perception d'une crise qui serait derrière nous ?

**CONCERNANT LES JEUNES ET LEURS FAMILLES**, voici quelques points de préoccupation majeurs des acteur-ric-e-s du champ socio-éducatif :

- Quelles seront les conséquences du confinement sur les élèves ? Pour les plus jeunes, notamment, dans quelle mesure la crise sanitaire et ses effets de « discontinuité pédagogique » ont-ils perturbé l'entrée dans les apprentissages ?
- Les problématiques de santé mentale chez les jeunes étant importantes, il faut redoubler de vigilance : si les enfants se sont pour la plupart « accrochés » en 2020/21, qu'en sera-t-il à plus long terme ?
- Au-delà de l'éducation proprement dite, la socialisation à l'école, notamment *via* les activités sportives et culturelles, est un enjeu prioritaire.
- Il faut porter une attention particulière aux familles monoparentales, à celles qui étaient déjà précaires et qui ont pu perdre un emploi, ainsi

qu'à celles qui vivent en hébergement d'urgence ; en somme, à toutes les familles qui vivent une dégradation notable de leurs conditions de vie et doivent donc faire l'objet d'une vigilance et d'accompagnement renforcé, sinon spécifique.

**QUANT AUX PROFESSIONNEL-LE-S**, qu'ils et elles œuvrent dans des institutions/organismes publics (rythme des instructions, succession des appels à projets, etc.) ou soient acteur-ric-e-s de terrain, tou-te-s font état d'une fatigue généralisée. Les risques psycho-sociaux se sont accrus et la situation sanitaire mérite que l'on s'attache à...  
... sensibiliser les structures et leurs financeurs aux conditions de travail,  
... renforcer la reconnaissance des acteur-ric-e-s en proximité,  
... mieux valoriser et prendre en compte l'expertise de ces acteur-ric-e-s, notamment dans le cadre des réflexions menées au profit de la prochaine génération de contrats de ville.